
Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Relatif aux travaux de remplacement des installations, et à la maintenance du contrôle **d'accès**, du système de détection intrusion et de vidéosurveillance de **L'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville** passé selon la **procédure adaptée en vertu de l'article L2123-1** du code de la commande publique

L'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville

MPA ENSA-PB 2023 D

Visites obligatoires au choix du candidat :

le jeudi 07/12/2023 à 10h00 ou le lundi 11/12/2023 à 10h00

SOMMAIRE

Article 1 - Objet de l'opération - Dispositions générales - Intervenants	5
1.1 Objet et forme du marché	5
1.2 Etendue du marché	6
1-2-1 Décomposition en lot	6
1-2-2 Tranche	6
1.3 Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre	6
1-3-1 Conduite d'opération	6
1-3-2 <i>Maîtrise d'œuvre</i>	7
1.4 Contrôle technique	7
1.5 Coordonnateur SPS	7
1.6 Sous-traitance	7-8
1.7 Connaissance de l'ouvrage	8-9
1.8 Ordre de service	9
1.9 Identification du personnel sur le chantier	10
Article 2 - Pièces constitutives du marché	10-11
Article 3 - Contenu - Caractère du prix - Rémunération du titulaire et des sous-traitant	11
3.1 Contenu du prix	11-12
3.2 Caractère du prix	12
3-2-1 Forme du prix	12
3-2-2 <i>Mois d'établissement des prix du marché</i>	12
3-2-3 Prix	12
3.3 Dépenses à charge des entreprises - Compte prorata	13
3-3-1 Dépenses à la charge des entreprises	13
3-3-2 Compte prorata	13
3.4 L'acompte	13-14
3.5 Délai global de paiement	14
3.6 Paiement des cotraitants	14-15
3.7 Paiement des sous-traitants	15-16
3.8 Mode de règlement	16-17
3.9 Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives	17-18
3.10 Intérêts moratoires	18

Article 4 - Délai d'exécution – Pénalités	18
4.1 Délai d'exécution	18
4-1-1 Délai d'exécution des travaux	18-19
4-1-2 Délais d'affermissement des tranches	19
4-1-3 Calendrier prévisionnel d'exécution	19
4-1-4 Calendrier détaillé d'exécution	19
4.2 Cas de prolongation du délai global d'exécution – Intempérie	19-20
4.3 Modalités de poursuite de l'exécution du marché en cas d'atteinte du montant prévu pour la réalisation des travaux	20
4.4 Pénalités encourues	20
4-4-1 Dispositions communes	20
4-4-2 <i>Pénalités pour retard d'exécution</i>	20-21
4-4-3 Autres pénalités encourues	21-22-23
4-4-4 Plafonds des pénalités	24
Article 5 - Clauses de financement et de sûreté	24
5.1 Avance	24
5.2 Retenue de garantie	25
Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux	25
6.1 Provenance des matériaux et des produits	25
6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	25
6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits	25-26
Article 7 - Implantation des ouvrages	26
7.1 Piquetage général	26
7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	26
Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux	26
8.1 Période de préparation des travaux	26-27
8.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail	27
8.3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	27
8.4 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	27
8-4-1 Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier	27
8-4-2 Installations à réaliser par l'entreprise	27
8.5 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	28
8-5-1 Gestion des déchets de chantier	28
8-5-2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	28
8.6 Compte-rendu de chantiers	28

Article 9 - Contrôle et réception des travaux	28
9.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	28
9.2 Réception	28-29
9-2-1 Réceptions partielles	29
9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage	29
9.4 Epreuves concluantes	29
9.5 Documents fournis après exécution	29-30
9.6 Garantie des prestations	30
9.7 Garanties particulières	30
9.8 Assurances	30
 Article 10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	 31
 Article 11 - Résiliation du contrat	 31
11.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage	31
11.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers	31-32
11.3 Redressement ou liquidation judiciaire	32
 Article 12 - Cession et nantissement de créances	 32
 Article 13 - Protection des données à caractère personnel	 33-34-35
 Article 14 - Règlement des différends et des litiges	 35-36
 Article 15 - Dérogations et compléments aux documents généraux	 37

Article 1 - **Objet de l'opération** - Dispositions générales - Intervenants

1-1-Objet et forme du marché

Objet :

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent l'opération de travaux de remplacement des installations, et la maintenance du contrôle **d'accès, du système de détection intrusion et** de vidéosurveillance sis au 46 et au 60 Boulevard de La Villette 75019 Paris.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes.

Ce marché entre dans la catégorie CPV :

35121700-5 - Systèmes d'alarme

79711000-1 - Services de surveillance d'installations d'alarme

35120000-1 - Systèmes et appareils de surveillance et de sécurité

Forme du marché :

Le présent marché est mono attributaire comprenant deux lots (un lot relatif aux travaux de remplacement des installations et un lot relatif à la maintenance des installations).

Ce marché comporte des prestations forfaitaires et des prestations à bons de commande.

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en vertu de l'article L2123-1 du code de la commande publique.

Le montant maximum de ce marché (lot 1 et 2) est estimé à 220 000 € HT (Investissement + 4 année de maintenance).

Si le montant maximum est atteint en cours d'exécution du marché, celui-ci sera clos sans paiement d'indemnités au titulaire.

Si le montant maximum n'est pas atteint à la clôture du marché, le titulaire ne bénéficiera d'aucune indemnité compensatrice.

Le marché comprend :

- Une partie fixe à bon commande relative au travaux de remplacement des installations,
- *Une partie forfaitaire concernant la maintenance préventive de l'ensemble des installations (existantes et futurs),*
- Une partie à bon de commande pour les travaux *de réparation et d'entretien* des installations, faisant suite aux visites de maintenance préventive ou à la demande *de l'école.*

Durée du marché :

Le marché prendra effet à compter de sa notification.

La durée :

- La période des travaux de remplacement des installations sera établie en fonction d'un planning concerté entre le titulaire du marché et l'Ensa-Pb,
- La période de la maintenance sera d'un an renouvelable 3 fois par tacite reconduction.

En cas de non renouvellement, le pouvoir adjudicateur informera de sa décision le titulaire, par courrier, au moins trois mois avant la date de tacite reconduction.

1-2-Etendue du marché

1-2-1-Décomposition en lot

Le présent marché est composé de 2 lots qui sont indissociables.

1-2-2- Tranche

La présente consultation ne comporte pas de tranche

1-3-Conduite d'opération - Maîtrise d'ouvrage

1-3-1-Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le Service des ressources humaines et des moyens de fonctionnement de l'école nationale d'architecture de Paris-Belleville :

ENSAPB – 60 boulevard de la Villette
75019 Paris
Tél : 01 53 38 50 13

1-3-2- Assistant à Maîtrise d'ouvrage

L'assistant à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Bureau d'études INGENKA consulting

Adresse : 20 Bis rue Louis Philippe

Code Poste : 92200

Ville : Neuilly sur Seine

Tel : 01.84.20.45.45

Siret : 75316858200017

1-4-Contrôle technique

Sans objet.

1-5- Coordonnateur Sécurité et de Protection de la Santé (SPS).

Sans objet.

1-6 -Sous-traitance

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3, le titulaire d'un marché public peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

Un niveau de sous-traitance est accepté dans le cadre de ce marché.

Les sous-traitants relevant du champ d'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée par l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, doivent être présentés au pouvoir adjudicateur pour acceptation, soit lors de la remise des offres soit en cours d'exécution du marché (articles R2193-1 à R2193-3).

La demande portant sur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement sera sollicitée conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance, que le titulaire doit remettre à l'ENSAPB contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement seront établis conformément à l'article R2193-4 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant adresse sa facture au titulaire dans les formes prévues aux articles R2193-11 et R2193-12 du Code de la commande publique.

Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 du code de la commande publique.

La liquidation des comptes en cas de résiliation du marché, s'applique également aux sous-traitants.

L'ENSAPB se réserve la possibilité de demander des renseignements complémentaires sur les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant présenté, avant de donner son agrément et signer l'acte spécial. Il peut refuser le sous-traitant proposé.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du CCAG-Travaux. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants au maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité journalière prévue à l'article 4.4 du présent CCAP.

En outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance trente jours après cette mise en demeure expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

1-7 Connaissance de l'ouvrage

Le titulaire, doit, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage à réaliser sur le site, dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus lors de la visite obligatoire du site, des études qui ont été faites par la maîtrise d'ouvrage, lesquelles sont à sa disposition dans les documents de la présente consultation, ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférent et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de

demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations. Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Les conséquences des erreurs et carences du titulaire dans sa collecte des renseignements ne peuvent que demeurer à sa charge.

A ce titre, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des éléments suivants :

- La nature et l'emplacement des lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Les modalités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- Avoir pris tous renseignements concernant les ouvrages existants et avoisinants ;
- Les caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux ;
- Tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Il est tenu par une obligation de résultat et s'engage à exécuter des prestations exemptes de vice. Le titulaire est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

1-8 Ordre de service

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire en accuse réception datée.

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG-Travaux, les ordres de service entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable et sont émis par le maître d'ouvrage.

1-9 Identification du personnel sur le chantier

Chaque entreprise titulaire ou sous-traitante est tenue de faire porter par son personnel dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combiné de chaque personne et de son employeur.

Chaque carte d'identité professionnelle devra avoir les indications suivantes : Nom – Prénom – Société – Photo – N° Caisse de Congés Payés – N° de Sécurité Sociale.

Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment. Le titulaire reste responsable du respect de ces obligations pendant toute la durée du marché.

Le titulaire sera tenu de transmettre à la demande du maître d'ouvrage dans les délais impartis, la pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à -5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation du travail mentionnée aux articles L.5221-2,3 et 11 du code du travail.

Article 2 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes éventuels ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes ;
- L'attestation de visite obligatoire (remise le jour de la visite) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 disponible à cette adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr> et <https://www.economie.gouv.fr>
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Les pièces graphiques ;
- Le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, seuls les prix unitaires sont contractuels pour le règlement des éventuels travaux modificatifs ou aléas.
- L'offre technique du titulaire ;

- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché (DC4) ;

Toute clause, portée dans la proposition du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition. Le présent marché exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

Article 3 – Contenu – Caractère du prix – Rémunération du titulaire et des sous-traitants

3-1-Contenu du prix

Les prix sont présentés hors taxe à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix devront intégrer l'ensemble des sujétions liées au projet et susceptibles de générer des coûts.

Le prix porté à l'acte d'engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).
- les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de

ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

3-2- Caractère du prix

3-2-1-Forme du prix

Les ouvrages ou les prestations objet du marché, respectant les dispositions du présent CCAP, sont réglés selon le **prix global et forfaitaire défini à l'acte d'engagement**.

Les prix unitaires du DPGF sont contractuels et utilisés pour le règlement des éventuels travaux modificatifs ou aléas.

Les besoins de travaux dont le prix n'est pas prévu au DPGF seront réglés selon les dispositions sur les « prix nouveaux » de l'article 13 du CCAG-Travaux.

3-2-2-Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres finales.

3-2-3-Prix

Les prix forfaitaires sont fermes et définitifs la première année d'exécution du marché. Ils sont révisibles, pour la maintenance, une fois par an à la date anniversaire du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0.80 \times (ICHTrev-TS/ICHTrev-TSo) + 0.20 \times (FSD1/FSD1o)]$$

P = Prix révisé

P_o = Prix initial

ICHTrev-TS = Indice du coût horaire de travail – Tous salariés pour les industries mécaniques et électriques à la date de révision du contrat

ICHTrev-TSo = Indice du coût horaire de travail – Tous salariés pour les industries mécaniques et électriques à la date de remise des offres

FSD1 : Indice des frais et services divers – Catégorie 1 – à la date de révision du contrat

FSD 1o : Indice des frais et services divers – Catégorie 1 – à la date de remise des offres

Ces indices sont publiés au Bulletin Mensuel des Statistiques, édité par l'INSEE.

3-3-Dépenses à charges des entreprises – Compte prorata

3-3-1-Dépenses à la charge des entreprises

Sans objet.

3-3-2-Compte prorata

Sans objet.

3-4- L'acompte

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les acomptes seront versés mensuellement conformément aux dispositions de l'article 10.2 CCAG-Travaux.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

Le projet de décompte final sera établi conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

L'établissement du décompte général définitif se fera selon les conditions de l'article 12.4 du CCAG-Travaux.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 ;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifie le décompte général au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception des documents listés ci-dessus.

Rappel :

Il est rappelé que le régime de la TVA concernant les prestations sous-traitées, visant les travaux de construction y compris ceux de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition effectués en relation avec un bien immobilier, est modifié depuis le 01 Janvier 2014 dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe (portant la mention « auto-liquidation »), et la TVA afférente au titulaire.

Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire.

Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

3-5 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à la date de réception par l'ENSAPB d'une facture totale ou partielle, sous réserve de l'exhaustivité du service fait.

3-6 Paiement des cotraitants

Les dispositions des articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Si le titulaire du marché public est un groupement, le cotraitant non-mandataire peut déposer sa facture dans Chorus Pro. Celle-ci doit obligatoirement être validée par le mandataire du marché.

Avant de débiter la procédure, chaque participant (cotraitant, mandataire, maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage) doit se concerter afin de décider du rôle de chacun.

1- Dans le cas d'un groupement conjoint :

Chaque cotraitant dépose sa demande de paiement dans Chorus Pro, et le mandataire valide les pièces dans Chorus Pro.

Chaque membre du groupement sera payé de manière indépendante et percevra directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

2- Dans le cas d'un groupement solidaire :

Chaque cotraitant transmet sa demande de paiement au mandataire hors Chorus Pro.
Le mandataire dépose un seul projet de décompte mensuel pour l'ensemble du groupement.

Seul le compte du mandataire recevra le paiement, à charge pour lui de distribuer la part due aux autres cotraitants.

3-7-Paiement des sous-traitants

1 - Le droit au paiement direct des sous-traitants :

Seul le sous-traitant accepté par l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Belleville et dont les conditions de paiement ont été agréées par celui-ci, peut bénéficier du droit au paiement direct des prestations qu'il a exécutées.

C'est pourquoi, le sous-traitant ne peut prétendre au paiement direct des prestations exécutées antérieurement à la décision d'acceptation et d'agrément de l'ENSAPB.

Par ailleurs, le droit au paiement direct du sous-traitant est subordonné à la condition que le montant de la sous-traitance soit égal ou supérieur à 600 euros TTC.

Le paiement direct est obligatoire et ce, même si le titulaire du marché public est en état de liquidation des biens, de règlement judiciaire ou de suspension provisoire des poursuites. Le sous-traitant ne peut renoncer au bénéfice du paiement direct. Le paiement direct du sous-traitant est un droit d'ordre public que les parties, mêmes d'un commun accord, ne peuvent remettre en cause. Ainsi, une clause insérée dans le contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire échec au paiement direct est réputée non écrite.

Le principe selon lequel le sous-traitant ne peut renoncer à son droit au paiement direct ne s'oppose pas à ce que ce dernier soit payé directement par le titulaire du marché public et non par l'acheteur. Le paiement effectué par le titulaire aura alors pour effet d'éteindre à due concurrence la créance du sous-traitant sur l'acheteur.

2 - La procédure de paiement direct :

S'il est admis au paiement direct, le sous-traitant d'un marché de travaux peut déposer sa demande de paiement directement dans Chorus Pro.

Elle arrive au titulaire du marché pour validation et transmission à la MOE.

Chorus Pro assure la traçabilité de la demande de paiement, sa validation par le titulaire et sa transmission à la MOE pour prise en compte dans le processus de facturation.

Cette demande ne donne pas lieu à paiement automatique. Néanmoins, afin que le sous-traitant soit payé, le titulaire doit transmettre au maître d'œuvre les copies des demandes de paiement émises par ses sous-traitants, qu'il a préalablement acceptées

En effet, il n'existe pas de lien direct entre la demande de paiement du sous-traitant et le dossier de facturation initié par le titulaire.

3 - Les sous-traitants de second rang :

Le sous-traitant de second rang ne peut bénéficier du droit au paiement direct. Néanmoins, afin de protéger les sous-traitants faisant l'objet d'une sous-traitance en chaîne, l'article L. 2193-14 du code dispose que le sous-traitant direct doit délivrer au sous-traitant de second rang une caution ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975.

3-8-Mode de règlement

Le règlement des sommes dues au titulaire se fera par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original.

La facture libellée au nom de ENSAPB, doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- le N° de bon de commande
- le N° du marché 2023 D
- les nom et adresse du bénéficiaire des prestations,
- la désignation en clair du matériel livré / de la prestation exécutée
- le montant hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'exigibilité,
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire,
- le numéro de TVA intracommunautaire de l'ENSAPB : FR12197518772,
- le numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire.

Les factures seront à déposées sur la plateforme chorus.

La facturation a lieu à la réception des travaux ou prestations.

- pour les travaux de remplacement des installations : un PV de réception détaillé devra être fourni ainsi que le DOE,
- pour les prestations forfaitaires : d'une mention détaillée de la description des prestations réalisées, des matériaux utilisés et des matériels fournis (indiqué dans le carnet d'entretien ou en dématérialisé),
- pour les prestations de maintenance corrective et curative : d'une mention détaillée de la description des prestations réalisées, des matériaux utilisés et des matériels fournis (sous forme de fiche d'intervention),

Le paiement est effectué après réception des travaux ou prestations.

******* Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748** du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation « chorus » est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est l'école nationale d'architecture de Paris-Belleville – 60, boulevard de la Villette – 75019 Paris.

Le Comptable chargé du paiement est « l'Agent Comptable » de l'école nationale d'architecture de Paris-Belleville – 60, boulevard de la Villette – 75019 Paris.

Toute notification de cession ou de nantissement se fait auprès de l'agent comptable de l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville.

L'ENSAPB est tenu de procéder au paiement des avenants, des acomptes et du solde à payer conformément aux dispositions des articles L2191-1 et R2191-1 et suivants du Code de la Commande Publique. Le paiement interviendra dans un délai maximal de 30 jours.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, l'ENSAPB s'oblige à payer la partie non contestée sur production d'une facture ajustée par le titulaire.

3-9-Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Au cours de l'exécution des prestations du marché, des demandes de modifications des travaux pourront être émises par le Maître d'œuvre. Ces demandes définissent soit les travaux prévus mais à modifier, soit les travaux non prévus.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-Travaux, les prestations supplémentaires ou modificatives sont notifiées soit par ordre de service soit par avenant. Pour les modalités de fixation des prix de ces prestations les articles 13.2 à 13.4 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par ordre de service, si dans un délai de 15 jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a présenté aucune observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire.

3-10-Intérêts moratoires

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le paiement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le délai de paiement, fixé à 30 jours, se décompte à compter de la date de réception par l'ENSAPB de l'état d'acompte mensuel notifié par le maître d'œuvre.

Ces intérêts moratoires seront liquidés conformément à la réglementation applicable en matière de marchés publics.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires.

Article 4 – Délai d'exécution – Pénalités

4-1-Délai d'exécution

4-1-1-Délai d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution des travaux est estimé à 3 mois.

Le point de départ de ce délai est déterminé par l'ordre de service de démarrage général des travaux.

A défaut d'indication de la date dans l'ordre de service, le délai court à compter de la date de notification de cet ordre de service.

Dans ce délai global sont compris la période de préparation, les études d'exécution, le délai d'exécution des travaux, les études de synthèse, les essais, les épreuves, les contrôles, les opérations préalables à la réception, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

4-1-2- Délais d'affermissement

Sans objet

4-1-3-Calendar prévisionnel d'exécution

Début des travaux prévus 1^{er} semestre 2024.

4-1-4-Calendar détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution mis en place lors de la préparation du chantier sera à ce moment une pièce contractuelle.

4-2-Cas de prolongation du délai global d'exécution - Intempérie

L'article 18.2 CCAG-Travaux détermine les modalités et les conditions de prolongation du délai d'exécution soit par avenant, soit par décision unilatérale de l'ENSAPB notifiée au titulaire. La prolongation du délai ne donnera pas lieu à indemnité du titulaire.

Sont qualifiées de journées d'intempéries les journées où les conditions climatiques sont telles, que les travaux ne peuvent être poursuivis dans les conditions techniques requises ou sans enfreindre les règles de sécurité.

Seuls les arrêts du fait d'intempéries ouvriront droit à décompte pour prolongation éventuelle de délais, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux et pour autant que les travaux empêchés soient sur le chemin critique.

Des délais supplémentaires entraîneront un allongement du délai d'exécution sans que les entreprises ne puissent prétendre à une rémunération complémentaire.

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, les journées d'intempéries constatées selon les prescriptions ci-avant sont décomptées du lundi au vendredi, conformément aux prévisions du calendrier d'exécution.

La prise en compte des journées ou demi-journées d'intempéries est subordonnée à :

- La constatation faite par le titulaire, le jour même et communiquée au maître d'œuvre avant 13 heures le jour même, ou avant 14 heures dans le cas de changement brutal des conditions atmosphériques,
- La fourniture des relevés de la station météo référente,
- La déclaration à la caisse responsable,
- La présentation des justificatifs au plus tard lors de la réunion de chantier suivante.

En cas de litige :

Il appartiendra à l'entreprise concernée de justifier à la maîtrise d'œuvre que les conditions atmosphériques rendaient effectivement l'accomplissement du travail dangereux ou impossible eu égard soit à la santé ou à la sécurité des travailleurs, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir.

4-3-Modalités de poursuite de l'exécution du marché en cas d'atteinte du montant prévu pour la réalisation des travaux

La poursuite d'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale des travaux est subordonnée aux conditions prévues aux articles R2194-8 et R2194-9 du Code de la commande publique.

Les dispositions de l'article 14 du CCAG-Travaux s'appliquent.

4-4- Pénalités encourues

4-4-1 Dispositions communes

Les pénalités sont cumulables et applicables par jour de retard calendaire, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de la maîtrise d'œuvre par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, les pénalités sont dues dès le premier euro.

4-4-2- Pénalités pour retard d'exécution

Pénalités pour retard dans l'exécution des ouvrages et/ou des prestations :

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai global contractuel est dépassé, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire par jour calendaire de retard de 80 €.

En application de l'article 19.2.5 du CCAG-Travaux, lorsque les délais pour la réalisation de certains ouvrages, parties d'ouvrages ou ensembles de prestations faisant l'objet de

délais partiels ou particuliers ou de dates limites fixés dans le marché sont dépassés, le titulaire encourt une pénalité de 80 € par jour calendaire de retard.

4-4-3- Autres pénalités encourues

Pénalités pour absences ou retards aux réunions :

Le maître d'ouvrage fixe les réunions de chantier, et convoque les entreprises par courrier électronique.

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, aux réceptions partielles des différentes phases techniques ainsi qu'à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'ouvrage, une pénalité de 200 € pourra être appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué. Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

En cas de retard de l'entrepreneur de plus de ¼ h aux réunions de chantier ainsi qu'aux réceptions partielles des différentes phases techniques ainsi qu'à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'ouvrage, une pénalité de 100 € pourra être appliquée.

Ces pénalités s'appliquent également en cas d'absence ou de retard du représentant d'un cotraitant ou d'un sous-traitant dûment convoqué.

Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier :

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En complément de 37.2 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans les opérations de repliement des installations de chantier, le titulaire encourt une pénalité journalière de 150 €.

Pénalités pour retard dans la remise des documents EXE :

Tout retard dans la remise des plans et/ou autres documents d'exécution à fournir par le titulaire pourra donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire fixée à 500 € par jour calendaire de retard.

Pénalités pour retard dans la remise des DOE :

- En cas de retard dans la remise de la version provisoire du DOE soumise au visa de la maîtrise d'œuvre, une pénalité forfaitaire fixée à 200 € pourra être appliquée par jour calendaire de retard,

- En cas de retard dans la remise de la version définitive du DOE visée sans observation par la maîtrise d'œuvre, une pénalité forfaitaire fixée à 200 € pourra être appliquée par jour calendaire de retard.

Pénalités pour retard dans la levée de réserves :

En cas de retard dans la levée de réserve, une pénalité journalière fixée à 100 € pourra être appliquée.

Cette pénalité s'entend par jour de retard et par réserve sans mise en demeure, lorsque le délai d'exécution ou la date d'échéance fixée sur la décision de réception pour lever la réserve est dépassé(e).

Pénalité pour non-remise du contrat de sous-traitance :

Pénalité pour défaut de communication du contrat de sous-traitance à la demande du maître d'ouvrage :

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants au maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de le produire à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité journalière forfaitaire de 150 € par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux.

Pénalités pour absence aux Opérations préalables à la réception (OPR) :

En cas d'absence aux opérations préalables à la réception (OPR), une pénalité forfaitaire fixée à 200 € pourra être appliquée par jour calendaire de retard.

Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 822 1-3 à L. 822 1-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Infractions aux prescriptions de chantier :

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées ci-dessus et avec lesquelles elles se cumulent.

Elles seront déduites des situations présentées à l'ENSAPB.

- a) Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : 100 € par jour
- b) Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 100 € par semaine
- c) Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc ...) : 100 € par semaine
- d) Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 100 € par semaine
- e) Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins : 100 € par jour
- f) Retard dans le nettoyage du chantier : 100 € par jour
- g) Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 100 € par jour
- h) Non-respect des seuils de bruit de chantier autorisés par la réglementation en vigueur : 150 € par jour

Pénalités diverses :

- Absence de port de la carte d'identité professionnelle

Pénalité de 80 € par jour.

- Non-respect de l'interdiction de fumer

Pénalité de 80 € par infraction.

- Non-respect de l'interdiction de consommation d'alcool sur le chantier

Pénalité de 80 € par infraction.

- Non-respect du tri des déchets sur le chantier

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier, l'entreprise en infraction encourt une pénalité fixée à 300 € par jour d'infraction.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

4-4-4- Plafonds des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités applicables au titulaire ne pourra excéder 20% du montant total hors taxe du marché.

Article 5 - Clauses de financement et de sûreté

5-1-Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 10.1 CCAG-Travaux.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et conformément aux stipulations des articles R2191-3 et R2191-7 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Cette avance est égale à 5% du montant initial du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 10 %.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

En application des articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acomptes. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% de leur montant initial. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

5-2-Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5% dans les conditions prévues aux articles L2191-7 et R2191-32 à R2191-35 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R2191-36 et R2191-41 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité pendant toute la durée du marché de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements, ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande, sont libérés dans les conditions prévues à l'article R2191-42 du Code de la commande publique.

Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

6-1-Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6-2-Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3-Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit le cas échéant les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Le CCTP précise le cas échéant quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

L'ENSAPB peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Belleville.

En complément de l'article 23 du CCAG-Travaux, il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB).

Article 7 - Implantation des ouvrages

7-1-Piquetage général

Sans objet.

7-2-Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Ces modalités sont précisées dans le CCTP le cas échéant.

Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux

8-1-Période de préparation des travaux

Conformément à l'article 28.1 des CCAG Travaux, la période de préparation des travaux est de 2 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage prescrivant au titulaire de commencer l'exécution des travaux.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-

Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 15 jours au plus tard après l'ordre de service de démarrage des travaux.

8-2-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

8-3-Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG- Travaux.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

8-4-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8-4-1-Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

Les emplacements nécessaires sont mis gracieusement à la disposition de l'entrepreneur, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

8-4-2-Installations à réaliser par l'entreprise

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

La description des installations à réaliser par les entreprises est mentionnée dans le CCTP joint au dossier de consultation.

8-5- Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

8.5.1 Gestion des déchets de chantier

Les stipulations de l'article 36 du CCAG-Travaux s'appliquent.

8.5.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux s'effectueront conformément à l'article 37 du CCAG-Travaux.

8-6-Compte-rendu de chantiers

Il est prévu des comptes rendus de chantier.

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-Travaux, les constatations établies par le maître d'œuvre dans le cadre des comptes rendus de chantier sont opposables au titulaire. Si ce dernier, ne réagit aux observations mentionnées par le maître d'œuvre dans un délai de 72h ouvrées, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

Article 9 - Contrôle et réception des travaux

9-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus dans le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

9-2-Réception

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux :

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux constatés par le maître d'ouvrage, et le cas échéant, après rapport favorable sans réserve du Contrôleur technique, elle prend effet à la date de cet achèvement.

Postérieurement au rapport du Contrôleur technique, le cas échéant, la procédure de réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux avec les compléments suivants :

Des Opérations Préalables à la Réception (OPR) auront lieu au préalable et comporteront :

- ✓ la reconnaissance des ouvrages exécutés
- ✓ les épreuves éventuellement prévues par le CCTP
- ✓ la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché
- ✓ la constatation éventuelle d'imperfection de malfaçons
- ✓ la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux.

La procédure de réception des travaux s'effectue conformément aux dispositions des articles 41.3 à 41.6 du CCAG Travaux.

En complément de l'article 41.7 du CCAG Travaux, il est précisé que la proposition de réfaction et son montant seront notifiés par ordre de service du maître d'œuvre qui sera définitivement réputée acceptée par le titulaire en l'absence d'observations motivées de sa part formulées dans les conditions de l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux.

9.2.1 Réceptions partielles

Les dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux s'appliquent.

La prise de possession par le maître d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux d'une partie de l'ouvrage donnera lieu à une réception partielle conformément au calendrier détaillé d'exécution.

Les modalités de cette réception seront déterminées par le maître d'œuvre en accord avec le maître d'ouvrage, et seront notifiées par ordre de service aux entrepreneurs. Un état des lieux contradictoire devra obligatoirement être établi.

9-3-Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Les stipulations de l'article 43 du CCAG-travaux s'appliquent.

9-4 Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au cahier des clauses techniques particulières joint au dossier de consultation.

9-5-Documents fournis après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, **lorsqu'il demande la réception des travaux.**

L'entrepreneur transmettra à l'ENSAPB après validation du Maître d'œuvre 2 tirages sur papier et 1 exemplaire original dématérialisé (sous format informatique) (clé USB,) du

dossier des ouvrages exécutés (DOE) complet, comportant les pièces énumérées dans le CCTP ainsi que les pièces suivantes :

- L'ensemble des fiches de contrôle interne et externe réalisés au cours de la construction des ouvrages ;
- Les documents spécifiques : procédés particuliers de mise en œuvre ;
- Les notices de fonctionnement et fiches techniques ;
- Les prescriptions de maintenance.
- Pièces écrites ou graphiques nécessaires pour assurer l'exploitation immédiate du corps d'état,
- Notices d'utilisation et d'entretien en traduction française donnant le détail des opérations de conduite, la périodicité et la nature des opérations de contrôle, d'entretien et de révision, la nature exacte et le type d'ingrédients d'entretien,
- Nomenclature des pièces de rechange à approvisionner couramment, indiquant leur désignation, le nom et l'adresse des fournisseurs

Les fichiers dématérialisés contiendront tous les documents sans exception du dossier DOE papier et sur clé USB, en format PDF et DWG.

La fourniture de ces dossiers (l'ensemble des documents ci avant) conditionne le règlement financier définitif des travaux de l'entreprise titulaire concernée.

La remise des documents en cours de chantier sera planifiée et contractualisée au même titre que la planification des travaux, par l'entreprise titulaire du marché.

9-6- Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

9-7-Garanties particulières

Pour certaines installations, il peut être prévu des garanties particulières, dans ce cas elles sont mentionnées dans le CCTP.

9-8-Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire, cotraitants et sous-traitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au

moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie avant la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution des prestations.

L'entrepreneur doit fournir au Maître d'Ouvrage les attestations d'assurance en cours de validité justifiant la souscription à :

Police de responsabilité civile et de responsabilité décennale :

En application des articles 8.1.1 et 81.2 du CCAG-Travaux, le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Il souscrit également l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances.

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

Article 10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Les dispositions de l'article 48 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Article 11 - Résiliation du contrat

11.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

11.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers

La personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-12 et R.2143-16 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

De plus, toute sous-traitance non-autorisée préalablement par l'ENSAPB autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché, aux frais et risques du Titulaire (article 50.3 du CCAG-Travaux et article 13.3 du présent CCAP).

11.3 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 12 - Cession et nantissement de créances

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties au titre de la loi du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises, et conformément aux articles L2191-8 et R2191-45 du Code de la commande publique.

L'entrepreneur pourra bénéficier pour le présent marché, de l'affectation en nantissement dans les conditions définies aux articles R2191-46 à R2191-50 et aux articles R2191- 52 à 53 du Code de la commande publique.

Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du marché sont restitués à l'ENSAPB. Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable de l'ENSAPB propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du présent marché

Article 13 - Protection des données à caractère personnel

13.1 Confidentialité

L'article 5 du CCAG Travaux s'applique.

En complément de l'article 5.1 du CCAG Travaux, l'obligation de confidentialité s'applique aux documents de la consultation présentant un caractère confidentiel, et ne devant être divulgués à un tiers.

13.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultante :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

1 - Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

2 - Obligations du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

Article 14 - Règlement des différends et des litiges

Le tribunal administratif compétent est celui de Paris pour tous les différends et litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution du marché. La mise en œuvre de cette procédure ne pourrait être invoquée comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

ARTICLE XIV – CLAUSE DIVERSITE ET EGALITE

Le ministère de la Culture, ayant obtenu le double label « Diversité » et « Egalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Il s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le ministère s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire élaboré par le ministère et fourni en annexe du Règlement Particulier de la Consultation.

Le questionnaire renseigné est transmis au représentant du pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant la date de notification de l'accord-cadre au titulaire.

ARTICLE XV - PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE DIVERSITE ET EGALITE

Dans le cadre de l'application de la clause prévue à l'article XIV du présent CCAP, le ou les titulaire(s) encourt une pénalité de 100 euros par jour ouvré de retard en cas de non transmission du questionnaire à l'acheteur.

Article 15 - Dérogations et compléments aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- ✓ Dérogation à l'article 3.8 du CCAG-Travaux par l'article 1.8 du CCAP
- ✓ Dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux par l'article 2 du CCAP
- ✓ Dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux par l'article 3.4 du CCAP
- ✓ Dérogation à l'article 13 et 13.5 du CCAG-Travaux par l'article 3.9 du CCAP
- ✓ Dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux par l'article 4.2 du CCAP
- ✓ Dérogation à l'article 19.2.1, et 19.2.4 du CCAG-Travaux par l'article 4.4.1 du CCAP
- ✓ Dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux par l'article 4.4.4 du CCAP
- ✓ Dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux par l'article 4.4.2 du CCAP
- ✓ Dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux par l'article 4.1.1 et 8.1 du CCAP
- ✓ Dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux par l'article 4.4.3 du CCAP
- ✓ Dérogation à l'article 11 du CCAG-Travaux par l'article 8.6 du CCAP
- ✓ Dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux par l'article 9.2 du CCAP
- ✓ Dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux par l'article 9.8 du CCAP

Le CCAP apporte des compléments aux CCAG Travaux aux articles suivants :

- ✓ L'article 4.4.3 du présent CCAP complète l'article 37.2 du CCAG-Travaux
- ✓ L'article 6.3 du présent CCAP complète l'article 23 du CCAG-Travaux
- ✓ L'article 9.2 du présent CCAP complète l'article 41.7 du CCAG-Travaux
- ✓ L'article 13.1 du présent CCAP complètent l'article 5 du CCAG-Travaux